

TRENTE-SIXIÈME SESSION DU
COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DES HAUTS FONCTIONNAIRES ET D'EXPERTS DE L'AFRIQUE
CENTRALE(CIE)
Yaoundé, Cameroun
05-09 octobre 2020

« Des Compétences au service de la diversification économique en Afrique Centrale »

Webinaire sur :
**« Bâtir les compétences pour la diversification économique en Afrique
centrale : défis et opportunités »**
NOTE CONCEPTUELLE ET FICHE DE CONTRÔLE

Téléconférence 10h00 – 12h00

29 mai 2020

Contexte

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) organisera la 36^{ème} session du Comité intergouvernemental des hauts fonctionnaires et d'experts de l'Afrique Centrale du 05 au 09 octobre 2020 (à confirmer) à Yaoundé au Cameroun sous le thème « Bâtir les compétences pour la diversification économique en Afrique centrale ».

Cette prochaine session s'appuiera sur les trois dernières qui avaient pour objectif l'intensification des processus de transformation structurelle de la région au moyen de la diversification économique en Afrique Centrale sous-tendue par l'industrialisation axée sur les ressources et induite par le commerce. Cette série avait démarré avec la 33^{ème} session du CIE qui avait débouché sur le Consensus de Douala sur la diversification économique en Afrique Centrale, ensuite la 34^{ème} session qui avait identifié les mécanismes de financement de l'industrialisation et enfin la 35^{ème} session qui avait formulé des recommandations sur le développement de l'Économie numérique de la sous-région.

Cela étant, le défi que pose le Nouveau Coronavirus (COVID-19) a souligné la nécessité pour les pays de la sous-région de passer rapidement des économies fondées principalement sur les exportations des produits de base à des économies industrielles et diversifiées axées sur les connaissances. Si la sous-région pouvait mettre à niveau ses

compétences et les recadrer, on pourrait assister à une diversification économique profonde et durable adossée à une industrialisation axée sur les ressources et induite par le commerce.

Au cours de la prochaine session du CIE, le Bureau de la CEA pour l'Afrique Centrale entend inviter les principaux acteurs à fournir des réponses pertinentes à la question ci-après : comment combler le manque de compétence en matière de diversification dans la sous-régions ? Dans le souci de garantir le succès d'une session du CIE riche en contenu, le bureau organisera donc deux webinaires destinés à jeter les jalons pour des débats et recommandations concluants lors du rendez-vous de Yaoundé. Ce premier webinaire portera sur le thème : « **Bâtir les compétences pour la diversification économique en Afrique centrale : défis et opportunités** », tandis que le webinaire de suivi se penchera sur les voies et moyens de tirer parti des expériences des pays référents efficaces.

Objectifs

1. Stimuler l'intérêt des acteurs clés sur le thème central de la 36^{ème} session du CIE
2. Obtenir des commentaires sur le thème général de la session du CIE et davantage d'idées sur les stratégies permettant de rendre la session plus productive et plus bénéfique pour les pays de l'Afrique Centrale
3. Obtenir des contributions pouvant permettre d'enrichir l'étude préalable à la session du CIE
4. Identifier davantage de partenaires avec lesquels travailler régulièrement sur la création des contenus et le plaidoyer politique sur les compétences en matière de diversification en Afrique Centrale

Résultats attendus

1. Participation d'au moins 70 experts et hauts fonctionnaires des ministères clés de tous les sept pays couverts par la CEA/ BRS-AC et au-delà
2. Recueil et analyse des points de vue des experts sur les défis, opportunités et partenariats associés aux compétences nécessaires à la diversification économique
3. Constitution de la liste de nouveaux partenaires devant contribuer à la création de contenus du BSR-AC sur les compétences en matière de diversification économique
4. Publication des communications relatives à l'évènement par les canaux de la CEA et les média d'information

Participants (par catégorie)

1. Hauts responsables de la fonction publique (Ministères de l'Industrie ; Commerce ; Planification économique ; Emploi/Formation professionnelle ; Enseignement secondaire ; Enseignement supérieur ; PME ; Finances ; Recherche scientifique ; Développement du numérique/Télécommunications ; Agriculture ; Mines)
2. Représentants des organismes de développement national (standards et normes ; agences d'investissement ; agences nationales pour l'emploi ; agences nationales de mise à niveau des entreprises)
3. Représentants des Communautés économiques régionales (CEEAC, CEMAC, UMA, CAE, SADC, CEDEAO)
4. L'IDEP
5. Secteur privé (Fédération des associations patronales d'Afrique Centrale-UNIPACE et branches nationales; consultants en métadonnées; consultants en investissement; activistes des TIC; coaches en leadership)
6. Organismes des secteurs public et privé (chambres de commerce et des industries; chambres d'agriculture)
7. Universités et groupes de réflexion
8. Jeunes entrepreneurs; représentants du secteur informel;
9. Partenaires de l'ONU et autres agences internationales de développement (ACBF, ONUDI, OIT, UNESCO, PNUD, BAD, Smart Africa, Secrétariat de la ZLECAf, Centre du commerce international)
10. Représentants des IFI (Banque Mondiale, FMI, BID)
11. Média

Structure du webinaire

Première partie: Allocutions

1. Pré-introduction par le modérateur
2. Allocution de bienvenue du Directeur, CEA/BSR-AC
3. Exposé du Chef de la Section des Initiatives sous-régionales, CEA/BSR-AC sur le thème « quelles sont les compétences nécessaires à la diversification économique en Afrique Centrale ? »
4. Intervention du Ministre de l'Économie et de la planification du développement du Tchad sur l'expérience de l'élaboration conjointe du PDIDE du Tchad avec la CEA et étapes à suivre par le pays à partir de cette expérience

Deuxième partie: Interactions thématiques

DÉFIS/INVENTAIRE

1. Quels sont les défis généraux liés à la diversification économique en Afrique Centrale ?
2. Quelles sont les compétences existantes en matière d'industrialisation dans la sous-région ?
3. Quelles sont les caractéristiques des programmes d'enseignement secondaire ? Préparent-ils les enfants à des études supérieures percutantes ou au monde de l'industrie après l'école ? Que devrait être le programme ? Comment changer pratiquement le modèle actuel et le rendre plus efficace afin de produire les compétences requises sans plus perdre de temps ?
4. Quelle est la caractéristique de l'enseignement supérieur en Afrique Centrale ? Pourquoi les domaines des STIM suscitent peu d'intérêts chez les apprenants ? Quels investissements sont consentis pour un enseignement de qualité dans les domaines des STIM ? Et pourquoi les diplômés en science et technologie finissent encore leurs formations sans aucune qualification professionnelle ? Comment changer pratiquement le modèle actuel et le rendre plus efficace afin de produire les compétences requises sans plus perdre de temps ? Comment cibler facilement les programme de formation pour tirer parti des avantages comparatifs de la sous-région en matière de diversification ?
5. Que produisent les secteurs industriels dans les filières telles que l'agro-industrie, les mines, la fabrication des produits d'entretien des ménages ; le textile ; le développement des infrastructures ; la technologie numérique ?
6. Quel est le degré de qualification de l'œuvre des industries ? Quel est le manque réel à combler ? Quelle est l'expérience des bureaux de mise à niveau des entreprises en matière de recherche de solutions à ce manque ?
7. Quelles compétences peuvent acquérir les entreprises et les fournisseurs de la sous-région afin de se mettre à niveaux et se hisser ainsi dans les sphères supérieures des chaînes de valeur régionales et mondiales de production et de services ?
8. Qu'en est-il du leadership général dans notre société ?

PARTENARIATS

9. Comment les établissements d'enseignement (secondaires et universitaires) devraient-ils établir des liens avec le monde de l'industrie ?

10. Quelles sont les actions menées par les syndicats patronaux industriels en matière de développement de compétences? Comment intensifier leurs interventions afin de parvenir à des niveaux plus profonds et plus vastes de diversification économique verticale et horizontale ?
11. Partenariats public-privé: quel est le niveau d'engagement existant entre les organes de l'État et le secteur privé en termes de mise à niveau des compétences en matière d'industrialisation ? Quelles plateformes concrètes peuvent être créées pour améliorer la situation actuelle? Comment les plans directeurs d'industrialisation/diversification économique existants peuvent-ils être mis en œuvre avec efficacité ?
12. Comment accompagner les innovateurs en technologie de pointe afin de renforcer leurs compétences en vue d'un meilleur impact ?
13. Comment promouvoir la collaboration entre les structures de TIC de la sous-région en vue de meilleurs résultats ?

Troisième partie:

Allocution de clôture du Directeur du Bureau de la CEA pour l'Afrique Centrale